BIENNIER Guilhem - Les réfugiés politiques en France en provenance du bloc de l'Est durant la guerre froide.

I – Le réfugié politique : un instrument au service de l'anti-soviétisme dont l'intégration en France reste toute relative (1945 – 1953)

A – L'instrumentalisation par l'Etat du concept de réfugié politique dissimule en réalité la pluralité des profils socio-économiques

1. Le profil révolutionnaire (la triade marxiste-léniniste, chrétien orthodoxe ou libéral)

2. L'attraction du mode de vie occidental et en particulier celui de la France considérée comme la patrie des droits de l'homme ; des profils divers et variés

3. Le réfugié politique et la formation de l'espion: un atout pour les français et la CIA

B – Une intégration rendue laborieuse par le poids du parti communiste, des anciennes générations d'immigrés et des anti-communistes radicaux

1. Falsification de l'Histoire et tentative de jeter le discrédit sur les réfugiés politiques: l'alliance entre Thorez, Staline et les intellectuels de gauche contre les voix dissidentes

2. Des communautés aux bipartitions idéologiques: le décalage temporel entre les vagues de migrants d'un même pays dévoile des tensions internes et un fossé culturel au sein des groupes

3. La peur des français d'une invasion déguisée les conduit à adopter une attitude xénophobe envers les réfugiés du bloc de l'Est

C – Soutiens aux réfugiés politiques et diffusion d'un message en faveur du libéralisme ; les réfugiés comme relai principal des luttes contre le bolchevisme?

1. Lutte médiatique et combat des dissidents contre le régime soviétique et communiste

2. Aides et soutiens des collectifs pour répondre à la -presque- hégémonie culturelle du parti communiste

3.Solidarités et développement de communautés

II- La dépolitisation progressive du statut de réfugié soviétique ; relégation médiatique au second plan et nouvelles vagues ponctuelles de réfugiés (1954 – 1985)

A. La relégation des réfugiés politiques au second plan ? Une question d'administration et de diplomatie

1.La mort de Staline infléchit le statut du réfugié et sa situation

2. Baisse des migrations? Nouvelles vagues et nouveaux profils: des hongrois aux juifs en passant par les Yougoslaves

a. Les Hongrois
b. Les Tchécoslovaques
c. Les Juifs

3. L'OFPRA et le traitement asymétrique des demandes.

B. Le réfugié sur la scène médiatique comme voix de la dissidence: nouveau souffle ou sursaut politique momentané?

1. Le réfugié politique soviétique semble privilégier l'action culturelle

2. Renouveau médiatique avec la démocratisation de la télévision et de la traduction

3. L'émergence de l'anti-colonialisme empiète sur l'espace médiatique de l'anti-soviétisme

C. Crise économique française et accentuation de la xénophobie

1. Xénophobie constante?

2. Persistance de la crainte de l'espionnage

III- Relâchement des politiques migratoires (1985-1991)

A. Gorbatchev et la réouverture progressive des frontières : quelles conséquences pour la France ?

1. Le « réfugié politique » persécuté sous Staline et Boljnev est-il toujours d'actualité à l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev ?

2. Augmentation, diminution ou stagnation du nombre de réfugiés soviétiques?

B . La chute de l'URSS : un retour marqué des réfugiés dans leur pays d'origine ?

1. Existe-t-il une crise migratoire française des réfugiés soviétiques en 1991?

2. Quelques retours dans les pays d'origine

3. Qui restent tout de même marginaux

C. Du réfugié au demandeur d'asile: une transition achevée

1. Recherche active du statut de réfugié pour ceux qui viennent du bloc de l'Est (procédure qui n'est plus automatisée) ; resserrement de l'asile

2. Le réfugié tend alors à être absolument dissocié du migrant économique pour faire face aux nombreuses vagues qui arrivent sur le territoire français

3. le réfugié et le monde post-soviétique?

Les réfugiés politiques en France en provenance du bloc de l'Est durant la guerre froide.

Dans son roman *l'Insoutenable légèreté de l'être*, Milan Kundera relate l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques. Le personnage principal, lui-même auteur, est alors en proie à un dilemme qui ne trouve aucune solution satisfaisante : rester dans son pays avec celle qu'il aime ou émigrer à l'étranger pour continuer à vivre de sa passion, l'art qu'il pratique étant à l'opposé des attentes du réalisme social.

Cette situation est vraisemblablement celle que doivent affronter des millions d'habitants du bloc de l'Est pendant la guerre froide ; les réfugiés politiques sont alors nombreux et font le choix du départ vers des pays comme la France.Cette période débute après la deuxième Guerre mondiale : la lutte d'influence s'intensifie à cette époque entre le libéralisme américain -soutenu par le « monde libre »- et le communisme des pays soviétiques. Le bloc de l'Est, qui comprend une partie de la Pologne et de l'Allemagne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, l'Albanie et la Bulgarie, opprime l'opposition, ce qui entraîne plusieurs vagues de migrations anti-révolutionnaires. On trouve dans ces nouveaux arrivés quantité de marxiste-léninistes qui se revendiquent d'un socialisme authentique, de purs libéraux et des chrétiens orthodoxes opprimés dans leur communauté d'origine. Avec la convention de Genève de 1951, Karen Akoka souligne dans la Nouvelle revue de Psychologie que “la définition du réfugié comme persécuté [...] garantit aux dissidents soviétiques s’obtenir une protection internationale [et] confirme la hiérarchie propre au bloc occidental, qui place les droits civiques au-dessus des droits socio-économiques, les droits individuels au-dessus des droits collectifs, et les violences politiques au dessus des violences économiques”.Au total, c'est en effet plus de 15 millions de personnes qui quittent ces pays de l'Est dans les années 1950. La France est alors un des principaux foyer d'accueil : la politique migratoire qui y est menée se veut, dans un premier temps, bienveillante et sans disqualifications envers l'étranger. Les profils, tout comme les trajectoires migratoires, sont par ailleurs très divers mais les nouveaux étrangers sont systématiquement assimilés à des réfugiés politiques, ce qui décrédibilise le régime communiste ; il y a là une instrumentalisation des démocraties occidentales – comme c'est le cas de la diplomatie française. Car ce sont en réalité des raisons aussi bien politiques qu’ économiques qui motivent une majorité des départs, le développement des pays de l'Est étant moins exponentiel que celui du bloc Ouest. On peut donc affirmer qu’il y a une indifférenciation globale de ces migrants au début de la guerre froide.

Pourtant, avec la fin de la terreur stalinienne en 1953 - qui marque le début d'une période de détente, la France va peu à peu commencer à différencier les réfugiés entre les pays des blocs de l'Est et les enregistrements vont se faire de moins en moins automatiques. On notera également une augmentation du nombre de statuts d'apatrides délivrés qui témoignent, selon Catherine Gosset, d'une « dépolitisation de la notion de réfugié ». On assiste ici à un traitement asymétrique des dossiers en fonction du pays d’origine. De plus, ces derniers sont invisibilisés et leur cause ne trouve qu’un écho lointain. Un regain d’intérêt pour les réfugiés vient alors avec la démocratisation de la télévision et par un militantisme qui prend des formes artistiques.

Enfin, l'arrivée de Gorbatchev en 1985 marque un nouveau tournant puisque la frontière de fer est peu à peu rouverte et certaines poursuites envers les anti-bolchevistes sont à ce moment-là abandonnées. Les régimes des pays de l'Est déclinent et la France décide de ne plus délivrer qu’à de rares exceptions le statut de réfugié. Ainsi, si ce réfugié politique que nous évoquons semble bien traité en France à son arrivée, on assiste au cours de la guerre froide à une dégradation de sa situation et à la mutation de son statut

Nous nous demanderons donc comment le réfugié en provenance du bloc de l'Est qui vient s’installer en France pendant la guerre froide voit son statut progressivement se dépolitiser. Il s’agira ici d’étudier le passage d’une régularisation automatique à la durcification des critères d’éligibilité, le réfugié politique soviétique étant devenu un simple demandeur d’asile.

Nous étudierons dans un premier temps que le migrant économique est indissociable du réfugié soviétique pour l’administration française entre 1945 et 1953. Avec la fin de la terreur stalinienne et la mutation

des enjeux diplomatiques, nous observerons ensuite que le réfugié politique du bloc Est est relégué progressivement au second plan. Enfin, avec la détente de Gorbatchev et la chute de l'URSS, nous verrons comme le réfugié politique perd la particularité de son statut; il est alors assimilé au demandeur d'asile.

I – Le réfugié politique : un instrument au service de l'anti-soviétisme dont l'intégration en France reste toute relative (1945 – 1953)

A – L'instrumentalisation par l'Etat du concept de réfugié politique dissimule en réalité la pluralité des profils socio-économiques

1. Le profil révolutionnaire (la triade marxiste-léniniste, chrétien orthodoxe ou libéral)

L'emploi du terme de « réfugié politique » dissimule en réalité une pluralité de profils et de situations. Tout d'abord, on distingue trois types de dissidents : le marxiste-léniniste, le chrétien orthodoxe et le libéral. Le premier fuit le régime car il ne se retrouve plus dans le communisme qu'il juge dénaturé, le deuxième est persécuté pour ses croyances étant donné que le bloc de l'Est à tendance à revendiquer un athéisme radical et le troisième voit en la France le pays des droits de l'homme. Ces immigrés profitent du désordre de la fin de la deuxième guerre mondiale pour traverser la frontière et venir se réfugier en France avant l'édification du rideau de fer en 1949. La terreur stalinienne et le basculement des pays alentours dans des régimes communistes va en effet être un facteur décisif pour de nombreux migrants. De plus, beaucoup de prisonniers de guerre ou de civils soviétiques déplacés (100.000 environ) qui se trouvent en France au lendemain du rapatriement refusent de repartir et se cachent, voir changent d'identité et de nationalité en se faisant passer pour des Allemands ou des Polonais.

2. L'attraction du mode de vie occidental et en particulier celui de la France considérée comme la patrie des droits de l'homme ; des profils divers et variés

Mais tous ne sont pas, si l'on se rapporte à l'usage strict du terme, des réfugiés politiques : beaucoup d'immigrés sont aussi motivés par des raisons socio-économiques. On se bornera ici à en présenter quelques-unes : travail mieux rémunérés de l'autre côté de la frontière, francophilie, bannissement de l'URSS, découverte du pays avec la guerre et décision de s'y installer durablement etc. Souvent, les liens entre réfugiés politiques et migrants économiques sont plus tenus qu'il n'y paraît. Cette idée est rappelée par Karen Akoka dans *La fabrique des réfugiés dans la Guerre froide* ; l'autrice montre que l'OFPRA accepte « la grande majorité de ces demandes [...] pour des raisons différentes : [notamment] afin de décrédibiliser l'idéologie communiste [...] ». Il y a donc une instrumentalisation du réfugié politique systématique. De plus, traversant une période de reconstruction, la France a besoin de main-d'œuvre; les motivations de l'État sont alors déguisées ; on fait passer pour de la charité ce qui relève de la nécessité. Dans une perspective contraire, Antoine Marès souligne dans le *Paris des exilés* le caractère hétérogène des migrations du bloc de l'Est. Plusieurs vagues apparaissent distinctement alors dans le processus migratoire : on retrouve en plus de la triade marxiste-orthodoxe-libéral précédemment évoquée: un groupe de Hongrois et de Slovaques qui se sont compromis en collaborant avec l'Allemagne nazie (et qui se concentrent à Paris entre 1945 et 1955), des Polonais aussi bien anti-soviétique qu'anti-allemands et anti-russes, des cryptos communistes qui s'implantent entre 1946 et 1947 dans la capitale, des démocrates anticommunistes comme Ferenc Nagy ou Hubert Ripka et des intellectuels qui occupent des fonctions dans le journalisme et la diplomatie.

3. Le réfugié politique et la formation de l'espion: un atout pour les français et la CIA

Ajoutons que les réfugiés présentent un atout certain pour les régimes libéraux comme la France : ils peuvent devenir des espions à la solde du bloc Ouest. Certains programmes sont alors financés sur le sol français par les américains. Dans *Exil "russe" et politiques européennes des années 1940 aux années 1980*, Sophie Coeuré rappelle

« l'existence, près de Strasbourg, au château de la Robertsau, du Collège de l'Europe libre, qui forma de nombreux jeunes exilés d'Europe de l'Est. Cet établissement a été financé par la C.I.A. – sans que ceux qui le fréquentaient le sachent – avait pour but d'éviter l'assimilation des jeunes étudiants d'Europe centrale de manière

à ce qu'ils puissent jouer un rôle dans la perspective d'un renversement des régimes communistes. On y préserve donc les enseignements des cultures nationales tout en maintenant un certain pluralisme politique. »

Le réfugié politique, qu'il soit contre le bloc de l'Est ou un simple travailleur, a donc un intérêt triple : il décrédibilise le système, aide à reconstruire le pays et peut être manipulé pour obtenir des informations.

B – Une intégration rendue laborieuse par le poids du parti communiste, par les dissensions avec les anciennes générations d'immigrés et par le discours des anti-soviétiques radicaux

1. Falsification de l'Histoire et tentative de jeter le discrédit sur les réfugiés politiques: l'alliance entre Thorez, Staline et les intellectuels de gauche contre les voix dissidentes

Le processus d'intégration des réfugiés politiques du bloc de l'Est en France est traversé par des forces antagoniques : si les crimes staliniens et l'autoritarisme des nouveaux régimes attirent la compassion du peuple et des médias sur les migrants, le parti communiste - qui est en 1950 le premier parti français- produit un contre discours qui nie les atrocités commises de l'autre côté de la frontière ; on présente alors le réfugié comme un partisan du capitalisme soudoyé par le régime libéral. Le PCF est en effet à ce moment dirigé par Maurice Thorez, staliniste convaincu ; il sera secrétaire général de 1930 à 1964. Celui-ci est soutenu par des intellectuels français comme Sartre ou Aragon : les auteurs appuient la ligne de conduite radicale du PCF. Ainsi, l'auteur des Mots écrit dans un article de *Libération* le 15 juillet 1954, après un voyage en territoire soviétique, que « la liberté de critique est totale en URSS ». Pourtant un double mouvement est manifestement observable : à la répression des dissidents s'ajoute une propagande féroce qui déforme la réalité : « le journal de la CGT Sous-sol lorrain fait [alors] campagne pour les rapatriements, en donnant une image flatteuse des conditions de vie dans la nouvelle Pologne. » Dans la même idée, le journaliste pro-URSS Francis Crémieux va donner une conférence à Nancy en 1950 intitulée « Ce que j'ai vu en Pologne » pour encourager les retours au pays. De son côté, le PCF va soutenir l'association « les amitiés franco-polonaises » présidée par Frédéric Joliot-Curie.

2. Des communautés aux bipartitions idéologiques: le décalage temporel entre les vagues de migrants d'un même pays dévoile des tensions internes qui creuse un fossé culturel au sein des groupes

Le processus d'intégration est également rendu difficile par la bipartition idéologique de certaines migrations. L'exemple des réfugiés russes est frappant : un fossé existe entre ceux ont fui le régime en 1917 et ceux qui s'installent en 1945 : la première génération "stigmatise une acculturation soviétique qui semble éloigner les nouveaux arrivants de la civilisation européenne et déformer leur langue même, ce russe « bolchevisé » dans son orthographe et son vocabulaire. Mais ceux-ci se révèlent de fait bien peu soudés par leur appartenance commune à l'empire soviétique.

A l'inverse, "la sensibilité de la première communauté immigrée blanche [...] aux appels du nouveau patriotisme soviétique aurait entraîné selon les sources entre 5 et 10 000 retours de France [et] renforce dès lors le malaise des nouveaux arrivants". [1] Pour ne rien arranger, l'arrivée de caréliens, de lettons, de lituaniens qui quittent les nouvelles républiques soviétiques accentuent la fracture entre les dissidents puisque certains, qui combattent l'anti-communisme et le nationalisme, se sont ralliés un temps avec les Nazis comme en Ukraine. Pour les polonais, l'hétérogénéité réside également dans la différenciation entre ceux qui vivent à Paris et la province, ainsi qu'entre réfugiés et travailleurs immigrés.

3. La peur des français d'une invasion déguisée les conduit à adopter une attitude xénophobe envers les réfugiés du bloc de l'Est

A la division idéologique il faut enfin ajouter le problème de la xénophobie et d'une peur de la soviétisation de la France. On est ici en plein dans une période de peur rouge qui débute en 1945 et finit en 1956 et qui coïncide avec le maccarthysme américain. On craint de voir dans les réfugiés politiques se glisser des agents partisans

[1] Coeure Sophie, https://shs.hal.science/halshs-01967909/document

de l'URSS. L'émergence du mouvement Paix et liberté en 1950 coïncide avec cette idée. De plus, Claude Bourdet note l'attitude suivante chez les Français: « Un étranger qui s'évade de son pays, c'est un héros, mais s'il arrive en France, c'est une bouche inutile, un concurrent sur le marché du travail et, à moins d'être une personnalité pour la police, un sale étranger ».

C – Soutien aux réfugiés politiques et diffusion d'un message en faveur du libéralisme ; les réfugiés comme relai principal des luttes contre le bolchevisme?

1. Lutte médiatique et combat des dissidents contre le régime soviétique et communiste

Si l'on adopte maintenant une perspective contraire et positive, les réfugiés politiques sont également soutenus (comme nous l'avons brièvement mentionné précédemment) et aidés par de nombreux organismes, par des associations et par plusieurs financements. Dans Exilés d'Europe centrale de 1947 à 1967, Antoine Marrès montre ainsi qu'il existe des acteurs qui rivalisent avec les pro-soviétiques et aident inconditionnellement les réfugiés du bloc de l'Est. En voici une liste non-exhaustive : le syndicat CGT-Force ouvrière qui naît au printemps 1948, des éléments de la S.F.I.O., en particulier André Philip ou Gaston Defferrs, des anciens trotskistes, tel David Roussset, des éléments du MRP, de la démocratie-chrétienne et des gaullistes comme Edmond Michelet, André Malraux. Les intellectuels roumains, comme Emil Cioran ou Eugène Ionesco, participent de même à mettre en lumière la condition de leur pays d'origine pendant la guerre froide.

Il ajoute également que

« cette liste incomplète met aussi en évidence l'existence et la présence dans les milieux de l'émigration, de 1945 aux années 50, d'une forte imprégnation américaine, qu'elle se traduise par des aides et des relais financiers directs et indirects (notamment par l'American Federation of Labor et son représentant en Europe Erwing Brown) [...] »

2. Aides et soutiens des collectifs pour répondre à la -presque- hégémonie culturelle du parti communiste

Les réfugiés politiques développent de leur côté une forte solidarité et des réseaux d'entraide. A Paris, les Polonais, les Tchèques, les Hongrois et les Slovaques se réunissent ; leur destin commun les rapproche. Des mouvements qui se veulent transnationaux émergent alors : le Conseil de la Jeunesse libre de l'Europe centrale et orientale créé en 1953 trouve son siège à Paris VIII. Le secrétariat est assuré par le Hongrois Philippovich, et le comité publie un mensuel, Jeunesse Libre, où interviennent des auteurs aussi bien socialistes que des démocrates-chrétiens ou des agrariens. Ajoutons l'importance du rôle que jouent les organisations caritatives comme le Secours catholique, l'Ymca et le Centre Quaker. Enfin, le Comité d'Aide exceptionnelle aux Intellectuels réfugiés et le Comité français de l'Entraide universitaire « sont très actifs en faveur des intellectuels émigrés d'Europe centrale. » Parallèlement, une bataille médiatique s'engage entre ceux qui sont complaisants envers le bloc de l'Est et ses détracteurs ; les réfugiés politiques occupent les tribunes des journaux. Des intellectuels polonais comme Józef Czapski, Konstanty Jelenski et Czesław Miłosz écrivent dans la revue Kultura, Esprit, l'Observateur et les Temps Modernes. Le mot d'ordre : l'anti totalitarisme et l'europanisme. Pourtant, force est de constater que dans les années 1950, ce sont toujours les élites de la première émigration qui apparaissent au premier plan et sont largement sollicitées par les réseaux anticommunistes transnationaux.[2]

Ainsi, les réfugiés politiques sont instrumentalisés mais jouissent d'un certain écho médiatique. La solidarité entre les français, les communautés étrangères et les rescapés semble être à l'œuvre bien que la gauche les désavoue. L'hégémonie du PCF et les liaisons entre l'URSS et ses agents sur le terrain met à mal la position du migrant de l'Est persécuté jusque sur le territoire français. Nous allons maintenant étudier la mutation du statut du réfugié politique avec la fin de la terreur stalinienne et les rapprochements diplomatiques entre les soviétiques et le gouvernement français.

---

[2] Nicolini Isabelle, [https://shs.cairn.info/revue-migrations-societe-2010-5-page-11?lang=fr]

II- La dépolitisation progressive du statut de réfugié ; relégation médiatique au second plan et nouvelles vagues ponctuelles de réfugiés (1954 – 1985)

A. La relégation des réfugiés politiques au second plan ? Une question d'administration et de diplomatie

1.La mort de Staline infléchit le statut du réfugié et sa situation

De 1953 à 1985, il semble -du moins en apparence- y avoir un relaiement des réfugiés du bloc de l'Est au second plan. Examinons les causes qui pourraient expliquer cette diminution de l'intérêt pour les français et les médias. Tout d'abord, après 1953 et la mort de Staline, Kroutchev prend le pouvoir et divulgue, lors du Xxème congrès du Parti (en février 1956) les crimes du goulag de son prédécesseur. De plus, il mène une politique moins restrictive et plus ouverte sur l'étranger ; il laisse ainsi voyager plus de 700.000 citoyens en 1957. Comme le souligne Sophie Coeuré dans son ouvrage *l'Europe dans la construction politique et identitaire russe*, à cette époque,

« la pérennité du régime soviétique n'est [donc] plus guère contestée. Contrairement à la période de l'entre-deux-guerres, rares, même chez les émigrés eux-mêmes, deviennent ceux qui prédisent l'effondrement intérieur prochain de l'empire. Paradoxalement, le moment qui semblait offrir le plus d'opportunités d'action, ou du moins d'écho aux messages des émigrés russes devient aussi celui d'un immobilisme lié à la menace de conflit mondial, à l'absence de relations bilatérales réelles, à la peur des réactions soviétiques. »

Parallèlement, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle provoque aussi une vive réaction dans certains groupes liés aux États-Unis puisque ce dernier refuse le bipartisme idéologique américain. Ainsi vers 1963-64, les États-Unis se désengagent financièrement des activités des exilés, provoquant un effondrement de certaines institutions et revues, notamment hongroises. Le Collège de l'Europe libre, qui forme les réfugiés susceptibles de devenir des agents infiltrés, ferme ses portes à l'arrêt des investissements de la CIA.

2. Baisse des migrations? Nouvelles vagues et nouveaux profils: des hongrois aux juifs en passant par les Yougoslaves

a. Hongrois

De nouvelles vagues de migrants émergent tout de même dans les années 1950 à 1980. Tout d'abord, ce sont les Hongrois à la suite des révolutions de 1956 qui arrivent en France; on en compte à cette époque plus de 12 000. Un changement de perception s'opère au même moment: avec leur exil, on s'éloigne de l'image apathique attachée aux personnes déplacées de l'après-guerre qui résidaient encore dans les camps formés après la Seconde Guerre mondiale. Les événements conduisent à une instrumentalisation des réfugiés; le gouvernement de Guy Mollet en fait une question de politique intérieure et met en place une collecte pour soutenir ces populations en exil tout en organisant une journée nationale en leur faveur le 18 novembre 1956. Le but est en réalité électoral et l'opposition cherche de cette façon à mobiliser l'opinion publique de son côté. L'arrivée des Hongrois s'accompagne d'actions menées en concorde avec des organismes humanitaires ou caritatifs comme la Croix-Rouge, le Comité juif d'action sociale et de reconstruction ou encore le Centre d'orientation sociale des étrangers et le Service social d'aide aux émigrants. En voici un exemple, en 1956, 6 centres d'accueil d'urgence sont ouverts avec un service social. Malgré toute cette agitation médiatique momentanée, les réfugiés Hongrois tombent peu à peu dans l'oubli et la France recommence à accorder sa confiance aux représentants du régime soviétique. On observe dans les années suivantes une diminution drastique du nombre de réfugiés Hongrois, passant de 8 666 en 1962 à 3796 en 1976.

b. Tchécoslovaquie

Le cas des Tchécoslovaques est à ce titre tout à fait parlant: la répression de 1968 et l'accueil des 1 702 réfugiés ne conduit pas à la construction de communautés ou à un traitement particulier dans les journaux ou à la télévision. Ces derniers font assez peu de bruit et ont tendance, comme le rappelle Marrès," à s'intégrer très rapidement, en particulier dans le cas de mariages mixtes. En cela, les Tchèques se distinguent d'autres communautés par leur capacité à se fondre dans la société qui les accueille. Bien entendu, une telle aptitude réduit d'autant la pérennité de leur groupe national à l'étranger s'il n'est pas régulièrement alimenté par de nouveaux flux.". Si l'on adopte une perspective statistique, alors qu'on compte 10 271 réfugiés Yougoslaves en

France en 1962 avant même la révolution de 68, ce chiffre tombe à 5 510 en 1976, soit 6 pourcent de la part totale des réfugiés en France.

c. Juifs

Les Juifs du bloc Est connaissent pour leur part un sort qui diffère de celui des autres réfugiés; ce sont les seuls dont l'immigration est finalement facilitée vers les pays étrangers après des accords passés entre l'URSS et les Etats-Unis en 1971-1972. Ainsi, ils profitent de leur départ organisé vers Israël pour faire escale, notamment à Paris, et demander le statut de réfugié. En termes de statistiques, on estime que 90 à 95 % des émigrés recensés qui viennent d'URSS sont Juifs ou Allemands. C'est pourquoi de nombreux organismes de défenses voient le jour pour défendre les juifs réfugiés comme le Comité de solidarité avec les Juifs d'URSS ou le Comité de soutien aux Juifs d'URSS, ainsi que les organismes de défense des droits de l'homme, la gauche politique et syndicale non communiste.(Sophie)

3. L'OFPRA et le traitement asymétrique des demandes

En parallèle, le terme de réfugié tend à être dépolitisé pour créer un climat favorable de discussion avec le bloc de l'Est. Dans le rapport de l'OFPRA de 1967, on apprend en effet que

« la politique française de détente dans les relations internationales tendrait sans doute à la longue à dépolitiser la notion de réfugié […]. L'Office estime que chaque fois que cela est possible, il conviendrait d'octroyer le statut d'apatride qui n'a pas de coloration politique, de préférence au statut de réfugié […] »

L'attribution du statut reste malgré tout asymétrique ; toutes les nationalités ne subissent pas le même traitement. Les Yougoslaves sont moins reconnus que les Russes ; le rapport de l'OFPRA de 1972 fait en effet valoir l'idée que la « difficulté d'adaptation au communisme est une raison suffisante pour délivrer le statut ». La fin de la tolérance n'est donc que partielle. De plus, les réfugiés ne sont pas la priorité majeure et l'on enregistre une baisse globale dans les années 1970 des 5 nationalités les plus représentés dans l'immigration liées aux persécutions, à savoir, les Polonais, les Arméniens, les Russes et les Yougoslaves Le taux d'acceptation des demandes d'asile de Soviétiques en 1976 est en effet le plus faible de la décennie. Il peut s'expliquer par l'initiation d'un dialogue avec l'URSS et l'affirmation de la France dans le dépassement de l'ordre bipolaire. Ainsi, Mitterrand comme Pompidou essaient de ne pas froisser le régime soviétique en ne donnant systématiquement pas le statut de réfugiés aux immigrés du bloc Est; ils ouvrent l'ère des demandeurs d'asile.

B. Le réfugié sur la scène médiatique comme voix de la dissidence: <u>nouveau</u> souffle ou <u>sursaut</u> politique momentané?

1. Le réfugié politique semble privilégier l'action culturelle

Les réfugiés du bloc Est sont de moins en moins nombreux et leur statut n'est plus aussi bien reconnu qu'auparavant. Bien que la fin des années 1950 au début des années 1980 soient des périodes peu favorable aux réfugiés sur le plan politique, le domaine culturel semble prendre le relai et diffuser leur voix sur la scène médiatique française:

"Or le défi fondamental de la traduction est enfin surmonté. La littérature, les essais, les témoignages dénonçant la répression politique en URSS connaissent un élan de publication européen sans précédent dans les années 1970 et 1980, du fait de la constitution de réseaux, cette fois informels, fusionnant dans un milieu franco-russe universitaires et éditeurs».

2. Renouveau médiatique: la télévision comme voix

Ce combat trouve même un écho à la télévision et une dynamique européenne d'opinion fait apparaître au premier plan médiatique la dissidence soviétique dans la deuxième moitié des années 1970. C'est en effet à ce moment que s'achève une mutation entamée depuis 1956 et les révoltes de Budapest : un découplage progressif se met en place entre anti soviétisme et appartenance à la gauche. Les positions notamment de Jean-Marie Domenach et son groupe dans la revue *Esprit* devient même acceptable alors qu'il était jugé comme

réactionnaire dans les années 1950. On sort ainsi du manichéisme qui associait toute critique du régime soviétique aux contre-révolutionnaires de droite. Antoine Marès rapporte ainsi que

« certains exilés des démocraties populaires éprouvèrent alors le sentiment qu'ils ne seraient peut-être pas éternellement voués – comme on le leur avait promis – à être jetés dans les « poubelles de l'Histoire ».

De nouvelles figures apparaissent alors et portent de nouveaux la voix de la dissidence comme le danseur Rudolph Noureeve en 1961 qui saute par dessus les barrières de l'aéroport de Bourget. A ses côtés on retrouve également Andreï Siniavski en 1973, Victor Fainberg en 1983 qui avait manifesté sur la place Rouge en solidarité avec la Tchécoslovaquie, l'écrivain Victor Nekrassov ou encore le mathématicien Leonid Pliouchtch en 1976. Des actions symboliques sont aussi menées à la fin des années 1970 quand le nombre de visas que l'URSS accordait s'est drastiquement réduit: des manifestations éclatent et les réfugiés mènent des meetings, des pétitions, des veillée, des galas, des grèves de la faim ou des "intrusions violentes dans les agences soviétiques comme Aéroflot", sans oublier les perturbations de spectacles (comme celui du Cirque de Moscou).

3. L'émergence de l'anti-colonialisme empiète sur l'espace médiatique de l'anti-soviétisme

Plus loin pourtant, il infléchit son raisonnement : « Mais la « nouvelle gauche » s'étant lancée dans le combat de l'anticolonialisme, celui-ci constitua un nouveau voile derrière lequel les réalités du monde soviétique, d'ailleurs transformées, restèrent pudiquement cachées. » La crise des boat people en effet se remet à occuper l'espace médiatique et présente un intérêt diplomatique certain comparé à la question des réfugiés du bloc Est, dont la situation semble stagner.

C. Accentuation de la xénophobie et du sentiment anti-russe?

1. **Xénophobie**

Les réfugiés politiques, s'ils semblent avoir recueilli dans un premier temps les faveurs des français, deviennent des indésirables pour le système français. En 1956, les réfugiés hongrois travaillant dans l'industrie sont traités de fascistes par les communistes français. Ces velléités sont sciemment entretenues par le Parti communiste ou par les organes et appareils idéologiques de leur État d'origine. A la tête du PCF jusqu'en 1964, Thorez est réticent à la déstalinisation et reste alors dans sa continuité idéologique, jusqu'à sa mort. Ajoutons que "les enjeux de politique intérieure jouent aussi bien entendu, or l'opinion publique française est loin d'être unanime. Certes, les migrants provenant d'URSS, y compris du Caucase et d'Asie centrale, restent catégorisés comme « européens » et échappent à la construction de la migration comme problème économique et culturel, dont s'empare le Front national naissant. Mais les « ambiguïtés françaises » face à la dissidence n'en restent pas moins fortes. Si l'érosion de l'image positive de l'Union soviétique depuis la fin des années 1950 s'observe en une lente convergence des gauches – socialistes, trotskystes et même une partie des communistes – et des droites, toutes conservent leurs agendas respectifs."

2. Persistance de la crainte de l'espionnage

Bien qu'il noue et dénoue des relations avec les Républiques du bloc Est, l'Etat français reste prudent vis-à-vis de l'espionnage soviétique. Ainsi en 1967, des réserves sont formulées à l'accueil d'un officier déserteur à Dunkerque qui prétend avoir eu une dispute politique avec son commandant. La situation se réitère avec l'histoire Stepan B, passager clandestin d'un cargo en provenance d'Odessa. Ce dernier doit faire face aux services de contre-espionnage français et aux services de surveillance du territoire. C'est aussi la situation dans laquelle se trouve Oleg S qui affirme être en désaccord avec l'idéologie du parti. Dans ces trois situations, les réfugiés ont été soupçonnés mais jamais reconnus comme des espions. Les interrogatoires auxquels ils sont soumis soulignent la persistance de la peur d'une menace communiste sur le territoire français.

L'histoire des réfugiés du bloc Est en France est donc marquée par des constantes, à savoir la xénophobie, la propagande soviétique, la peur de l'espionnage, l'invisibilisation. A ces constantes s'ajoute une dégradation de leur situation puisque, pour des raisons diplomatiques, les réfugiés sont déconsidérés. Pourtant, il semblerait que ce soit, non sur le terrain politique mais artistique que ces derniers trouvent leur voix. Nous allons donc

maintenant étudier la façon le déclin de l'URSS fait définitivement basculer le réfugié du bloc Est dans la catégorie du demandeur d'asile.

III- Relâchement des politiques migratoires (1985-1991)

A. Gorbatchev et la réouverture progressive des frontières : quelles conséquences pour la France ?

1. Le « réfugié politique » persécuté sous Staline et Boljnev est-il toujours d'actualité à l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev ?

L'arrivée de Gorbachev le 11 mars 1985 au pouvoir marque un tournant pour les réfugiés en France du bloc de l'Est puisqu'elle s'accompagne de nouvelles mesures dites du *glasnost* (transparence) et de perestroika (restructuration). Toute la rhétorique qui faisait du dissident un ennemi du peuple ou un traître tend à disparaître définitivement à cette période. De plus, la France entretient de bonnes relations avec l'URSS: François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev se rencontrent dix fois entre 1985 et 1991. Afin de maintenir des rapports amicaux avec l'URSS, la France assouplit donc ses statuts migratoires pour ne pas vexer son partenaire politique.

2. Augmentation, diminution ou stagnation du nombre de réfugiés?

Les vagues de réfugiés provenant du bloc Est vers la France sont beaucoup moins nombreuses dans les années 1980. La France n'est plus un pays très attractif et l'émigration « ethnique » se dirige en quasi-totalité vers les pays où existent des communautés d'accueil comme l'Allemagne et l'Autriche d'un côté, Israël, les États-Unis et le Canada de l'autre. Les mouvements de populations les plus importants vers la capitale sont ceux des Arméniens qui sont déçus par leur départ en URSS et qui reviennent alors dans les diasporas françaises, faute de pouvoir retourner en Bulgarie et en Roumanie devenues communistes. C'est donc 135 Arméniens entre 1981 et 1986 qui seront accueillis -et ré-accueillis. On notera tout de même une augmentation des flux: si les demandes d'asile oscillent entre 22.000 et 25.000 de 1984 à 1986, on atteint un pic avec 61.400 demandes en 1989. La nationalité enregistrée en majorité correspond aux Polonais. En ce qui concerne le traitement de leurs demandes, les dossiers soviétiques restent statistiquement bien accueillis: le taux d'accord est de 70 à 100 pour-cent en 1988.

B . La chute de l'URSS : un retour marqué des réfugiés dans leur pays d'origine ?

1. Existe-t-il une crise migratoire en 1991 pour la France?

La chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 initie la chute de l'URSS et a un impact non négligeable sur la composition des migrations au cours de la même année. Si les demandes étaient en effet favorablement traitées les années précédentes, le taux d'accord baisse à 60,9 pourcent en 1989. "À partir de cette date une méfiance s'installe, rattrapant la tendance générale à faire du demandeur d'asile un migrant économique dissimulé, après la crise pétrolière et économique de 1973-1974." Cette idée n'est pas nouvelle et a même déjà été instrumentalisée par Moscou avant sa chute: l'appareil de propagande du régime faisait courir le bruit d'une invasion de 20 à 30 millions de migrants du bloc Est affamés pour solliciter l'aide économique occidentale.

2. Quelques retours dans les pays d'origine

Au contraire, on pourrait s'attendre à une inversion des flux migratoires: les réfugiés auraient pu repartir dans leur pays d'origine puisqu'ils ne sont plus considérés comme des dissidents et qu'aucun obstacle ne se dresse devant eux. Quelques retours sont enregistrés, notamment chez les Polonais qui sont la première nationalité à retourner dans leur patrie natale.

3. Qui restent tout de même marginaux

Finalement, les réfugiés partagent beaucoup plus le mode de vie des habitants du bloc de l'Ouest qu'avec ceux du bloc Est: la césure culturelle s'est accentuée en 50 années et nombreux sont les réfugiés qui ne se

reconnaissent plus dans leurs compatriotes. Ce phénomène s'explique notamment par l'hermétisme des deux blocs durant la guerre froide. En France, on comptabilise ainsi peu de départs vers les pays d'origine car beaucoup se sont implantés et adaptés à leur pays d'accueil. On pense ici notamment à la religion: l'URSS, existant depuis 1917 (c'est-à-dire en 1989 depuis 72 ans), a réprimé violemment les cultes orthodoxes. On trouve donc peu de pratiquants et de communautés religieuses dans ces pays puisque cette dernière ne fait plus partie du mode de vie soviétique.

C. Du réfugié au demandeur d'asile: une transition achevée

1. Recherche active du statut de réfugié pour ceux qui viennent du bloc de l'Est (procédure qui n'est plus automatisée) ; resserrement de l'asile

On peut donc observer la fin de la transition du réfugié politique vers le demandeur d'asile. Comme le rappelle Karen Akoka, "les années 1980-1990 sont ainsi celles du passage d'une conception du réfugié marquée par une grande porosité avec la catégorie de migrant, à la rigidification de la catégorie de réfugié, puis à sa dualisation avec l'apparition de celle de demandeur d'asile. Au-delà de la fin de la Guerre froide, ces transformations s'inscrivent dans le contexte plus large de la crise de l'État-providence qui voit le traitement bureaucratique de la pauvreté judiciarisé, individualisé et marqué par une rigueur juridique et gestionnaire affectant les demandeurs d'asile comme les autres catégories de précaires." Karen Akoka conclut sur un parallèle qui montre l'évolution du contexte social dans ces années: " Le passage du réfugié au demandeur d'asile fait ainsi écho à la transformation du chômeur en demandeur d'emploi."

2. Le réfugié tend alors à être absolument dissocié du migrant économique pour faire face aux nombreuses vagues qui arrivent sur le territoire français

La mutation des catégories s'accompagne d'une évolution diplomatique. Les statistiques nous apprennent ainsi qu'en 1990, le taux d'accord du statut de réfugié par l'OFPRA baisse brutalement à 15 % des dossiers étudiés. Pour reprendre une nouvelle fois Karen Akoka, son étude souligne qu' "avec la fin de la Guerre froide, l'institutionnalisation de l'immigration comme problème public en contexte de crise économique et l'évolution des nationalités des demandeurs d'asile [...], reconnaître le statut de réfugié apparaît de moins en moins utile, voire diplomatiquement délicat et économiquement néfaste ". Il semble également important de préciser que le passage d'une logique de politique étrangère à une logique économique s'accompagne d'une individualisation du processus migratoire. On demande alors aux Polonais ou au ex-soviétiques qu'ils fassent état d'un risque de persécution personelle et on assiste à une multiplication exponentielle de la demande de preuve. Des réfugiés comme certains Roumains sont poussés à changer leur discours et à inventer des preuves pour bénéficier du droit d'asile. En voici un exemple concret: en 1991, la jeune Tina V. explique aux autorités compétentes avoir été forcée de collaborer avec les services secrets soviétiques et le KGB. Sa mission était d'infiltrer dans son université des manifestations indépendantistes moldaves, mais elle aurait été démasquée et menacée par ses camarades. Son dossier est refusé et l'année suivante, elle présente une version contraire en prétendant avoir "manifesté contre les autorités" et la police politique.

3. Le réfugié et le monde post-soviétique?

La réception positive de la Perestroïka en France, puis la chute de l'URSS et le changement du régime d'émigration rendent moins évidents les récits tant de discrimination antisémite que de persécution politique, alors que l'image d'une ex-URSS transformée en foyer de mafias et d'immigrations clandestines crée une atmosphère de défiance. Ainsi, en 1990, l'avis favorable de l'Ofpra à la demande de Guennadi L. persécuté à Douchanbé devient « exceptionnel » devant les « craintes que l'on peut avoir d'une augmentation considérable de la demande d'asile soviétique ».

CONCLUSION

Ainsi, le réfugié politique du bloc Est pendant la guerre froide connaît une évolution qui ne lui est pas favorable. Si dans un premier temps il est reconnu et son intégration est facilitée aussi bien par les pouvoirs publics que par les associations, le réfugié politique perd en partie sa puissance médiatique. La diplomatie internationale le fait passer d'un instrument de propagande à une simple victime collatérale du régime, jusqu'à devenir une variable de l'économie de marché. Le réfugié politique est donc métamorphosé en demandeur d'asile et l'administration française transforme les vagues migratoires en processus individualisés. Pris dans un réseau de représentations,

du traître et de l'ennemi du peuple au parasite du système, le réfugié du bloc de l'Est est constamment mis sous pression et traversés par des tensions qui émanent de toute part. Il connaît alors la répression aussi bien des Français, de la gauche communiste, des agents infiltrés et de la droite conservatrice. Cette situation trouve toujours ses résonances aujourd'hui avec les déserteurs du régime russe qui fuient Poutine à l'image de Vladislav Inozemtsev. Dans un perspective contraire, on peut voir que la Russie est aussi devenue un pays d'accueil pour certains lanceurs d'alerte comme Edward Snowden. Cette situation illustre une des fonctions essentielles que joue le réfugié: celui de contre pouvoir.

Bibliographie:

COEURE, Sophie. « Dissidents, refuzniks, Arméniens ? ». *Entre décolonisation et guerre froide*, édité par Marianne Amar et al., Presses universitaires de Rennes, 2024, https://doi.org/10.4000/12apc.

MARES, Antoine. « Exilés d'Europe Centrale de 1945 à 1967 ». *Le Paris des étrangers depuis 1945*. Éditions de la Sorbonne, 1995.

AKOKA, Karin. (2019). La fabrique des réfugiés dans la Guerre froide : une ethnographie historique des « vingt glorieuses » de l'attribution de l'asile en France (1952-1972). Politique et Sociétés, 38(1), 19–48.

COEURE, Sophie. Exil "russe" et politiques européennes des années 1940 aux années 1980 - Traduction russe 1940–1980 Modern history of Russia, 2013-1

COURTOIS, Stéphane. Thorez, Staline et la France. De la Libération à la guerre froide. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°39-40, 1995. Lendemains de libération Lendemains de guerre. pp. 24-25

EMERIAU, Mathilde. « La demande d'asile à l'Ofpra de 1960 à 1989 ». *Entre décolonisation et guerre froide*, édité par Marianne Amar et al., Presses universitaires de Rennes, 2024, https://doi.org/10.4000/12arw.

BAILLET, Dominique, (2019) . L'accueil des exilés hongrois en France après les événements de 1956. *Migrations Société,* N° 176(2), 165-178.

SALIN, Fred. « Réfugiés, modes d'emploi ». *Entre décolonisation et guerre froide*, édité par Marianne Amar et al., Presses universitaires de Rennes, 2024, https://doi.org/10.4000/12apd.

FASSMAN, Heinz, MÜNZ, Rainer, La migration d'Est en Ouest en Europe (1918-1993). *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, n°3,1995. pp. 43-66

MIGNON, Éric, et Pierre Jadoul, éditeurs. *Le droit des étrangers*. Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles, 1993, https://doi.org/10.4000/books.pusl.13467.